

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 97 (1952)
Heft: 8

Buchbesprechung: Bulletin bibliographique

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Le Drame de Dunkerque (mai-juin 1940), par le général J. Armengaud. — Plon, 1948.

L'attaque brusquée du 10 mai 1940 (voir *R.M.S.* d'octobre 1951) incite les forces franco-britanniques à franchir les frontières luxembourgeoise et belge. Pivotant autour de la 2^e A. (Huntziger), qui prolonge la ligne Maginot, le 16, elles atteignent la Dyle dans l'ordre suivant : 9^e A. (Corap), devant les Ardennes, 1^{re} A. (Blanchard, avec le C. cav. Prioux), les B.E.F. (huit D. britanniques de lord Goth) et, à l'aile marchante — longeant la Mer du Nord en direction d'Anvers, à l'effet d'assurer la jonction entre les armées belge et hollandaise — la 7^e A (Giraud).

Dès le 12, toutes ces forces sont placées sous les ordres du général Billotte (G.A. 1), relevant lui-même du général Georges, commandant en chef sur le front N.E.

Elles vont affronter la 6^e A. allemande (Reichenau) qui, avec la 18^e A. (v. Kuechler) lancée contre la Hollande, forme le G.A.B. (v. Bock). Sur la gauche, la 6^e A. dispose d'une masse de blindés répartie en deux groupes : la Pz. G. Hoth (39^e et 16^e Pz. K.) et la Pz. G. v. Kleist (41^e et 19^e Pz. K.).

Du 17 au 19 mai, les Armées du Nord se retirent sur l'Escaut. Le 20, le 19^e Pz. K. (Guderian) atteint l'embouchure de la Somme et les isole. Des tentatives de rompre le cercle, faites, le 21, par les Britanniques, le 22 par les Français, échouent. Le général Billotte, mortellement blessé en auto, est remplacé par le général Blanchard; Giraud, appelé au commandement de la 9^e A., est fait prisonnier; le général Weygand succède à Gamelin à la tête des forces françaises.

Rabattue vers le N., la masse des blindés borde, le 24, la ligne de l'Aa¹. La veille, les Belges avaient été rejetés sur la Lys, au S. de Gand. Le 25, Guderian est maître de Boulogne ; le 26, de Calais. Une vaste poche se dessine autour de Zeebrugge et de Dunkerque, au S. de laquelle une partie de la 1^e A. est investie dans Lille. Ce même jour, les Britanniques commencent à évacuer par mer le gros de leurs forces. Le 27, les chars allemands sont à 15 km. de Dunkerque et, dès minuit, l'armée belge est hors de cause.

Le 28, la tête de pont de Dunkerque s'étend de Nieuport (25 km. à l'E.), par Furnes (15 km. au S.E.) et la frontière belge — secteur tenu par les Britanniques — à Bergues, d'où, dans un rayon de

¹ Aucune allusion n'est faite par l'auteur aux deux ordres qui freinèrent l'avance des Pz. D. : l'un, donné le 17, par v. Kleist, afin de permettre à l'infanterie de serrer, l'autre, le 24, par Hitler qui jugeait l'intervention de la Luftwaffe suffisante pour entraver l'évacuation de Dunkerque. Lorsque, le 26 à midi, autorisation fut accordée à l'aile gauche allemande de franchir l'Aa, les chances de capturer les forces franco-britanniques avaient disparu.

7 km., elle atteint la Mer du Nord. Ce secteur est défendu, face au S., par la 12^e D.I.M. (infanterie motorisée) et les troupes du S.F.F. (secteur fortifié des Flandres), face à l'W., par la 68^e D. inf. (composée de classes d'âge moyen).

Le 29, l'embarquement du gros des Britanniques continue et s'achève, le 30, avec celui de 20 000 Français. Le vide causé par l'évacuation du secteur principal tenu par Lord Goth entraîne le recul de la gauche française, laquelle n'est plus qu'à 5-7 km. de Dunkerque. Malgré la pression incessante des Allemands, les trois D.L.M. (D. légères mécaniques) du C. cav. français s'embarquent le 31. Mais l'intensité du bombardement s'est accrue; aussi l'ordre est-il donné de ne gagner les navires transporteurs que de nuit. L'évacuation de l'arrière-garde britannique, commandée par le général Alexander, est terminée le 2 juin. Celle des Français continue jusque dans la nuit du 3-4 juin et s'achève peu après 3 heures. « Les troupes laissées à terre sont celles qui, par leur opiniâtre résistance, ont rendu l'évacuation possible... elles n'atteignent la mer que pour voir partir les derniers de ceux qu'elles avaient pour mission de protéger.... Déconvenue, amertume, les mots sont faibles pour exprimer l'écroulement des espoirs ». Doit-on tenter une suprême résistance ? « Il faudrait du matériel, des armes, des munitions, des vivres. A peu près tout a été détruit, noyé, abandonné, par ordre. » Les chefs ne peuvent qu'autoriser les évasions avant la lettre, par terre et par mer. « Les armes individuelles et les quelques mitrailleuses restantes sont détruites ou noyées avec les munitions. Les jumelles sont jetées à l'eau. Les dernières archives sont brûlées »... on paye solde et prêt et l'on brûle les billets qui restent. Après leur avoir rendu les derniers honneurs, un fanion et un drapeau sont incinérés et, vers 10 heures... 34 000 prisonniers sont acheminés sur un camp.

Au total, 224 585 Britanniques et 110 000 à 115 000 Français sont parvenus en Angleterre, d'où ces derniers regagnèrent leur patrie. Intransportables, les canons, les véhicules et les postes de radio avaient été rendus inutilisables et les chevaux libérés.

Tel est, sèchement résumé, le contenu de l'ouvrage remarquable du général Armeugaud. Clairement écrit, il est pourvu de 34 cartes qui, à elles seules, permettent de suivre aisément le cours des opérations. Pour rechercher la vérité historique « détenue en grande partie par les 100 000 morts qui ont emporté avec eux le secret de leur gloire » et à défaut des archives, détruites pour la plupart, le général Armengaud a dû recourir dans une large mesure au témoignage des survivants.

Si l'instrument n'est pas parfait — l'auteur le reconnaît — les lecteurs pourront se convaincre qu'il permet de recréer une atmosphère souvent émouvante.

Ldy.

Dernier rapport. Politique polonaise 1926-1939, par le colonel Joseph Beck. — Editions de la Baconnière, Neuchâtel (B.M.F. Ed. 649).

C'est en Pologne, le 1^{er} septembre 1939, que la seconde guerre mondiale a commencé. Ce simple fait suffit à démontrer l'intérêt essentiel qui s'attache à la connaissance exacte de la politique polonaise dans les années et les mois qui précédèrent le conflit. Le colonel

Joseph Beck, qui fut ministre des Affaires étrangères de Pologne sans interruption au cours des sept dernières années de la paix, n'a pas laissé, sur les événements auxquels il fut mêlé, des textes définitivement mis au point par lui-même en vue d'une publication. Le caractère « provisoire » de ces textes n'en diminue cependant pas la valeur essentielle. Leur publication supprime un vide que rien d'autre — les archives polonaises ayant été en partie détruites — ne serait en mesure de combler.

Ces textes sont au nombre de trois, nettement distincts les uns des autres : le premier, intitulé *Les prodromes de la guerre de 1939*, représente une série de notes préliminaires sur les événements politiques des années 1926 à 1938 ; le deuxième, intitulé *Commentaires à l'histoire diplomatique de la guerre de 1939*, traite des événements qui précéderent immédiatement la guerre ou qui se produisirent pendant la campagne de Pologne, jusqu'au moment où le gouvernement polonais fut interné en Roumanie ; le troisième, enfin, intitulé *Fragments d'une étude sur vingt ans de politique internationale*, est le début d'une monographie sur la vie internationale des années 1919 à 1939.

Le nom de Joseph Beck n'est pas oublié. Les circonstances qui l'ont amené au ministère des Affaires étrangères sont moins connues. Ses études terminées, Joseph Beck s'engage. Cette possibilité de servir la Pologne par les armes existait depuis 1908, grâce aux légions de Pilsudski. Lorsque la guerre de 1914 éclata, une de ces unités fut la première à franchir la frontière de la Pologne autrichienne. Ces légions firent la guerre aux côtés des Puissances centrales jusqu'à leur liquidation en juillet 1917. Joseph Beck passe alors dans la clandestinité. Le 10 novembre 1918, après 120 ans de domination étrangère, la Pologne recouvrait son indépendance. Le 11 novembre, Joseph Beck rentre à Varsovie. En 1919, il eut l'occasion de travailler dans l'entourage immédiat du généralissime Joseph Pilsudski qui attachait alors une grande importance à l'alliance et à la coopération militaire avec la France : Beck remplira les fonctions d'attaché militaire auprès de la légation de Pologne à Paris de janvier 1922 à l'automne de 1923. Après avoir achevé ses études à l'Ecole supérieure de guerre, Beck aurait pu jouer un rôle important dans l'armée, mais le maréchal Pilsudski avait décidé de l'engager dans une autre voie. Il en fit son collaborateur le plus intime et le prépara méthodiquement à un travail de premier plan et indépendant : le 2 décembre 1930, Beck était nommé sous-secrétaire d'Etat et, le 2 novembre 1932, ministre des Affaires étrangères.

Le nouveau ministre consacra toute son activité à édifier un système de politique étrangère s'appuyant sur les Etats scandinaves et englobant les Etats baltes au nord et la Roumanie au sud. Ce n'est qu'en 1938, lors de la reprise des relations avec la Lituanie, que ce système trouvera son accomplissement. Par les Etats scandinaves, Beck voulait toucher l'Angleterre. Par la Roumanie, les Etats danubiens. Sa préoccupation première fut de dissiper toute supposition voulant que l'attitude amicale de la Pologne à l'égard d'un voisin soit en opposition à la politique de rapprochement avec un autre voisin.

De 1926 à 1932, le gouvernement polonais ne pensait qu'au danger russe. Mais avec l'avènement du national-socialisme, les

premières difficultés se présentèrent à Dantzig. Beck est convaincu de la puissance allemande. D'où sa politique toute de prudence à l'égard de ce pays. 1933 sera pour lui l'année des grandes négociations avec l'Allemagne et la Russie, mais l'amélioration des relations polonaises avec ses dangereux voisins reste forcément limitée. Dès 1933, Beck apparaît sur la scène internationale. Il réagit contre le Pacte à Quatre, refuse d'adhérer à la Petite Entente, participe aux sanctions contre l'Italie et, lors de la violation du Pacte rhénan par l'Allemagne, il informe l'ambassadeur français que la Pologne n'hésiterait pas à remplir son devoir d'alliée. En 1938, sentant la catastrophe approcher, Beck a l'amer regret de constater qu'en dépit des traités et des alliances, rien n'a été résolu et que la Pologne risque de nouveau d'être victime d'une action concertée de la Russie et de l'Allemagne. Arrivent les tragiques journées du mois d'août 1939. Beck multiplie les instances auprès des gouvernements anglais et français. Le 1^{er} septembre, les troupes allemandes franchissent la frontière polonaise. Le 17, ce sont les troupes russes. Des difficultés surgissent entre le gouvernement et le Haut-Commandement, le maréchal Rydz-Szmigly gardant le silence sur ses intentions personnelles. C'est l'internement du gouvernement polonais en Roumanie.

Joseph Beck a été l'objet de critiques acerbes. Pour les uns, il fut un « traître à l'Europe » ; pour les autres, un politicien « retors ». N'a-t-il pas été le premier ministre européen reçu à Moscou ? N'a-t-il pas fait le voyage de Berchtesgaden ? Son livre, qui est loin du plaidoyer pro domo, enlève toute illusion à ce sujet. Certes Joseph Beck fut un grand voyageur — l'Anschluss le surprend à Rome — voulant tout voir par lui-même, mais ce ne sera jamais pour s'incliner devant personne. On peut lui reprocher d'avoir joué d'opportunisme lors de l'occupation de la Silésie. Il était convaincu d'agir conformément aux aspirations et aux intérêts nationaux. Pilsudski était cru sur parole. Beck dut lutter pour conquérir la confiance des siens. Sa personnalité est restée, sinon l'une des plus insaisissables, du moins l'une des plus mal connues et, partant, des plus sommairement jugées. Son dernier rapport lève le voile sur les raisons d'agir d'un patriote.

Major Dz.

Justice pour Ceux de 1940, par le Général A. Laffargue. Charles Lavauzelle, Paris.

Les souvenirs sombres de 1940 sont, pour beaucoup de Français, à l'origine d'une sorte de défaitisme, car, prématurément soustraits à l'action clarifiante de la lumière, ensevelis dans les mémoires, pêle-mêle avec les légendes, les jugements hâtifs et les erreurs, ils reviennent néfastement hanter les esprits.

Combattant de 1914-1918 depuis Morhange ; commandant de neuf bataillons de chasseurs devant les chars de Rommel en 1940 ; réorganisateur de l'infanterie française au lendemain du désastre ; artisan des victoires qui ont rendu le Rhin à la France et conduit ses armées au Danube, le Général A. Laffargue peut témoigner sans crainte d'être récusé. Son témoignage clair, net, vigoureux, fait impression. Il invite à réfléchir et à espérer. Ses considérations tactiques, fondées sur les faits tels qu'ils se sont réellement déroulés, tirent de

la défaite de 1940 des enseignements précieux pour ceux qui, demain peut-être, devront arrêter un envahisseur supérieur en nombre.

Quelles ont été les raisons de cette défaite ? L'auteur de *Justice pour ceux de 1940* les indique dans leur ordre chronologique :

- le drame moral éprouvé si douloureusement par les combattants, drame né de l'incompréhension du pays à l'égard de l'armée,
- la décision de porter l'aile gauche de l'armée française dans les plaines de Belgique en créant ainsi le vide fatal de la Meuse,
- l'hypothèque des têtes de pont allemandes de Péronne, Corbie, Amiens, Abbeville, Saint-Valéry, grevant singulièrement la valeur défensive de la ligne de la Somme.

C'est donc la brèche de la Meuse qui aurait constitué la blessure mortelle, privant l'armée française des forces de son aile gauche et condamnant ainsi la résistance sur la Somme.

C'est donc, tout compte fait, dans la décision du Général Gamelin de maintenir la manœuvre Bréda, manœuvre qui déséquilibrait un dispositif tout juste stable, que résiderait la cause militaire immédiate et décisive de l'effondrement du front français. Seulement cette décision dépendait des considérations que voici :

- l'échiquier stratégique était déplorable il résultait de l'attitude prise par la Belgique en 1936, de la faiblesse des Etats centraux, de l'Anschluss et de la création de l'Axe Berlin-Rome ;
- l'armée française se trouvait, de ce fait, criblée de missions : Syrie, Tunisie, Corse, les Alpes ;
- l'essor de ses forces avait été paralysé par une sorte de « malthusianisme » des fabrications pendant la « drôle de guerre ».

Nous sommes heureux de pouvoir présenter aux lecteurs de la R.M.S. un ouvrage aussi fécond et réconfortant.

Major Dz.

Les Spahis au feu, par le général P. Jouffrault. — Charles-Lavauzelle, Paris 1949.

Le 25 juin 1940, à 5 heures du matin, le colonel Jouffrault dicte à son poste de commandement : « L'armistice qui consacre notre défaite est signé. C'est une humiliation que la 1^{re} brigade de spahis n'a pas méritée. Elle a le sentiment d'avoir toujours dominé les Allemands. Les officiers, sous-officiers et spahis de la 1^{re} brigade peuvent être fiers de leur action. »

Passé en Afrique après la campagne de 1940, le colonel Jouffrault, auteur de cet ordre et auteur de ce livre, y fut élevé au grade de général. Ce chef éminent, « parfait instructeur, aimant la troupe et sachant s'en faire aimer », quitte le Maroc en 1942 pour rentrer en France. Résistant notable, il est arrêté par la Gestapo au milieu de l'année 1943. Il s'éteint la veille même du débarquement des Alliés en Normandie, dans le camp de Struthof, où il a été déporté.

La 1^{re} brigade de spahis, composée du 6^e régiment algérien et du 4^e régiment de spahis marocains, était une troupe d'élite : des Africains, guerriers endurants, disciplinés, combattants sûrs, dévoués et « capables de livrer n'importe quel combat à n'importe quel adversaire ».

Les pages de gloire que son chef lui consacre, écrites en pleine bataille, constituent un document de valeur que ne peut ignorer l'historien impartial de la campagne de France.

Du 22 août 1939 au 9 mai 1940, la 1re brigade de spahis parfait son instruction et pousse activement l'organisation des secteurs qui lui sont successivement confiés. Le terrain sur lequel elle engage le 10 mai la bataille de rencontre avec les forces allemandes est le plateau luxembourgeois ; elle s'y bat pendant 6 jours. Le 16, elle se porte dans les Ardennes à la disposition du 18e CA engagé dans des opérations très dures. A nouveau les spahis font preuve des plus belles qualités militaires. Relevés dans la nuit du 26 au 27 mai, ils resteront 8 jours dans la région du Cunel pour se rétablir et édifier une position de repli. Les 6 et 7 juin, après un voyage de 27 heures, ils débarquent en Haute-Savoie. Le 21 juin, au lever du jour, la 1re brigade de spahis est installée sur le front Annonay-Andance. Elle connaît l'étendue du désastre des armées françaises. Sa mission ne peut plus être qu'une mission de sacrifice. Jusqu'au bout, farouchement, elle va poursuivre la lutte pour l'honneur. Nos cavaliers trouveront dans ces pages des enseignements et des exemples tactiques utiles à l'instruction de leur arme. Ils y puiseront un réconfort certain.

Major Dz.

Rivista militare della Svizzera italiana, Fascicolo III. maggio - giugno 1952. — **Sommaire** : *Difesa militare*, col. Waldo Riva. — *Collaborazione del medico nel processo penale e composizione dei Tribunali militari*, I ten. F. D. Gallino. — *Aspetti della composizione dei Tribunali militari*, col. A. Camponovo. — *Un Ticinese nella guerra dei sette anni*, dott. Giuseppe Martinola. — *I « Blindati » di Filippo*, cap. Gc. Bianchi. — *L'assemblea della S. C. T. U.* — In memoria : I ten. Pietro Tanner, magg. Antonio Lucchini - I ten. Mario Zanolini. — *Lecture a caso*.

Schweizer Monatshefte, Juillet 1952. — Impr. Leemann, Stockerstrasse, Zurich.

Dans un exposé remarquable, intitulé *Public Relations*, le Dr Hans Rudolf Schmid (Zurich) traite un problème important, celui des relations avec le public. — Sous le titre *Politique sociale problématique*, le Dr Ernest Schwarb (Küsnacht) a consacré une étude aux derniers enseignements de l'application obligatoire des contrats collectifs de travail. De cette analyse intéressante se dégagent de nombreuses indications fort précieuses. — En rapport avec l'imminente revision de la loi monétaire, le prof. Dr Paul Gygax (Zurich) exprime ses vues sur différentes *questions de la monnaie suisse*. — Quant au projet de financement du réarmement, sur lequel le peuple eut à se prononcer, c'est le Dr Edouard Seiler (Zurich) qui en analyse le pour et le contre dans son article *Pleine lumière sur le financement du réarmement*. — La partie *Actualité* renferme le tour d'horizon politique et plusieurs rapports d'Allemagne occidentale et de Washington. — Elle est suivie de la « Revue militaire » et de la *Chronique culturelle* avec des commentaires sur la vie viennoise et le festival de juin à Zurich. Une abondante *Revue des livres* termine ce numéro fort instructif.